

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Comptes annuels

Bilan

Au 31 décembre 2023

(Exprimé en EUR)

Actifs	Note(s)	2023	2022
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	3, 4	54 504 387	9 798 926
Dérivés	2, 3, 7	1 123 083	1 566 799
Prêts et créances aux établissements de crédit	2, 3, 7	144 338 837	64 863 837
- remboursable sur demande		4 034 860	11 159 792
- autres prêts et créances		140 303 977	53 704 045
Prêts et créances aux clients	2, 3, 7	783 656 545	891 173 019
Titres de créance et autres titres à revenu fixe	2, 3, 5	17 237 144	17 303 892
- émis par des organismes publics		-	-
- émis par d'autres emprunteurs		17 237 144	17 303 892
Actions et autres valeurs mobilières à rendement variable	2, 3	2 816 428	-
Actifs incorporels	2, 6	81 227	152 475
Actifs corporels	2, 6	845 754	1 156 217
Autres actifs	2, 8	1 054 203	968 958
Comptes de régularisation de l'actif	7, 9	9 132 046	5 830 085
Total des actifs		1 014 789 654	992 814 208

Les notes annexes font partie intégrante des présents comptes annuels.

Au 31 décembre 2023

(Exprimé en EUR)

Passifs	Note(s)	2023	2022
Montants dus aux établissements de crédit	2, 3, 7	613 665 160	552 481 961
- à terme ou à préavis		613 665 160	552 481 961
Montants dus aux clients	2, 3	50 000 000	100 000 000
- Dépôts d'épargne		50 000 000	100 000 000
Dérivés	2, 3, 7	-	-
Dettes attestées par des certificats	2, 3, 10	49 987 752	49 962 258
- titres de créance émis		49 987 752	49 962 258
Comptes de régularisation du passif	7, 11	8 820 941	6 586 544
Provisions		4 562 591	4 068 781
- Provisions pour impôts	2, 12	585 058	249 603
- Autres provisions	2, 12	3 977 533	3 819 178
Capital souscrit	13, 14	350 000 000	350 000 000
Réserve de revalorisation	14	476 313	209 774
Profit (ou perte) reporté(e)	14	(70 495 110)	(61 497 641)
Profit (ou perte) de l'exercice	14	7 772 007	(8 997 469)
Total des passifs		1 014 789 654	992 814 208

Les notes annexes font partie intégrante des présents comptes annuels.

Au 31 décembre 2023

(Exprimé en EUR)

	Note(s)	2023	2022
Engagements	2, 7, 17	69 845 672	49 067 638
Passifs éventuels	2, 7, 17		60 536 545

Les notes annexes font partie intégrante des présents comptes annuels.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(Exprimé en EUR)

	Note(s)	2023	2022
Intérêts et produits similaires	18	47 641 181	20 332 120
dont :			
- résultant de titres à revenu fixe		581 501	639 940
Intérêts et charges assimilées		(26 956 917)	(10 092 660)
Commissions à recevoir	18, 19	2 399 381	3 843 369
Commissions à payer		(164 284)	(103 365)
Profit net ou perte nette sur opérations financières	20	98 859	104 945
Autre revenu d'exploitation	21	796 710	728 208
Charges administratives générales		(15 114 536)	(14 451 366)
- Coût de personnel	23, 24	(10 231 855)	(9 218 965)
dont :			
- salaires et traitement		(7 744 192)	(6 954 042)
- charges sociales		(1 604 027)	(1 538 406)
dont : coûts des retraites		(474 261)	(421 508)
- autres charges administratives	25	(4 882 681)	(5 232 399)
Ajustements de valeur sur les actifs incorporels et corporels	6	(483 042)	(561 799)
Réajustements de valeur des prêts, avances et provisions pour passifs éventuels et engagements	26	394 198	(8 312 499)
Ajustements de valeur en ce qui concerne les titres transférables détenus en tant qu'immobilisations financières, les intérêts participatifs et les actions dans des entreprises affiliées	27	(92 048)	68 445
Impôts sur le résultat des activités ordinaires		(747 495)	(59 262)
Bénéfice (ou perte) sur les activités ordinaires après impôt		7 772 007	(8 503 864)
Autres impôts non indiqués sous les postes précédents		-	(493 605)
Profit (ou perte) de l'exercice		7 772 007	(8 997 469)

Les notes annexes font partie intégrante des présents comptes annuels.

Note 1 – Généralités

Bank of Communications (Luxembourg) S.A. (la « Banque ») a été constituée dans le Grand-Duché de Luxembourg par acte notarié en tant que Société Anonyme le 5 septembre 2014 pour une durée illimitée. La Banque a son siège social au 7, Rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg.

Le 28 octobre 2014, la Banque a obtenu un agrément bancaire complet (n°56/14) en tant qu'établissement de crédit accordé par le ministre des Finances du Luxembourg. Elle est autorisée à fournir tous les services précisés dans la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier (la « Loi Bancaire ») y compris ce qui suit : services bancaires commerciaux à ses clients ciblés comme clients chinois et européens.

Le capital social de la Banque est entièrement libéré à la date d'arrêté des comptes et se monte à 350 000 000 EUR au 31 décembre 2023.

La totalité de son capital social est détenue à part entière par Bank of Communications Co.,Ltd. (le « Groupe »).

Les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les états financiers du groupe de la banque mère, Bank of Communications Co., Ltd. (188, Yincheng Zhong Road, (Shanghai) Pilot Free Trade Zone, République Populaire de Chine).

La Banque prépare ses comptes annuels en euro (EUR), la devise d'expression de son capital.

L'exercice comptable de la Banque coïncide avec l'année civile.

La Banque a deux succursales (ensemble « les Succursales ») dans d'autres États membres de l'UE, un en France (par la suite « la Succursale de Paris ») et l'autre en Italie (par la suite « la Succursale de Rome »).

Note 2 – Résumé des principales méthodes comptables et des règles de valorisation

2.1 Base de la présentation

Ces comptes annuels ont été préparés dans le respect des principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire du Grand-Duché de Luxembourg, notamment, la loi du 17 juin 1992 modifiée, se rapportant aux états financiers annuels et consolidés d'établissements de crédit régis par le Droit luxembourgeois. Les méthodes comptables et les principes de valorisation sont déterminés et appliqués par le Conseil d'administration, sauf ceux qui sont définis par le Droit et par les règlements luxembourgeois.

La Loi modifiée du 17 juin 1992 permet aux établissements de crédit de publier leurs comptes annuels en utilisant les options des Normes internationales de présentation de l'information financière (*International Financial Reporting Standards*, IFRS), telles qu'adoptées par l'UE, de manière intégrale ou pour des catégories facultatives d'actifs et de passifs. À cet égard, la Banque a choisi de valoriser ses instruments financiers conformément au cadre de reporting financier mixte (les Principes comptables généralement admis au Grand-Duché de Luxembourg, « Lux GAAP » avec « l'option IFRS 9 »).

La préparation des comptes annuels requiert l'utilisation de certaines estimations comptables critiques. Elle requiert aussi que le Conseil d'administration exerce son jugement dans le processus d'application des méthodes comptables. Les changements d'hypothèses peuvent avoir un impact important sur les comptes annuels au cours de la période où ces changements interviennent. Le Conseil d'administration estime que les hypothèses sous-jacentes sont appropriées et que les comptes annuels présentent donc la situation financière et les résultats de manière fidèle.

Le Conseil d'administration fait des estimations et émet des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs portés dans l'exercice suivant. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués ; ils sont fondés sur l'expérience passée et d'autres facteurs, y compris les attentes des événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances.

2.2 Devises étrangères

La Banque a recours à un système comptable multidevise, par lequel les actifs et les passifs sont enregistrés dans les devises dans lesquelles ils sont libellés. Pour l'établissement des comptes annuels qui sont exprimés en euros, les montants en devises étrangères sont convertis de la façon suivante :

Les actifs et les passifs libellés en devises étrangères sont convertis en EUR au taux de change au comptant applicable à la date d'arrêté des comptes. Les actifs corporels et incorporels sont convertis en EUR aux taux en vigueur à leur date d'acquisition.

Les transactions au taux de change au comptant sont converties en EUR au taux de change au comptant en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Les gains et pertes de change résultant des transactions au comptant non couvertes par des transactions à terme sont comptabilisés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les produits et les charges en devises étrangères sont enregistrés dans leurs monnaies d'origine et convertis en EUR au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

2.3 Prêts et créances

Les prêts et créances sont mesurés au coût amorti, et ils sont détenus au titre du recouvrement des flux de trésorerie contractuels lorsque ces flux de trésorerie représentent uniquement des paiements du capital et des intérêts (« SPPI »).

Les intérêts courus sont enregistrés au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation de l'actif ». Les dépréciations (pertes de crédit attendues) sont déterminées conformément à la norme IFRS 9, déduites des soldes des montants d'actifs correspondants et ne doivent pas être maintenues si les raisons justifiant leur enregistrement n'existent plus.

2.4 Titres de créance et autres titres à revenu fixe

Tous les titres de la Banque ont réussi au test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et sont détenus avec un modèle commercial dont l'objectif est atteint à la fois par le recouvrement de flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers. Par conséquent, ils sont classés en tant que titres de portefeuille structurel.

Les primes résultant de l'achat de titres à un prix excédant le montant remboursable à l'échéance sont comptabilisées par versements au compte de profits et pertes et enregistrées en tant que diminution des « Intérêts et produits assimilés ». L'escompte résultant de l'achat de titres à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est amorti au compte de profits et pertes et enregistré comme une augmentation des « Intérêts et produits assimilés » sur la période restante jusqu'à la date d'échéance ou la date de cession si elle est antérieure.

Les titres du portefeuille structurel sont initialement comptabilisés à la juste valeur et évalués à la juste valeur, les gains et les pertes étant comptabilisés sous la rubrique « Réserve de revalorisation », à l'exception des pertes de valeur et des gains et pertes de change sur des postes monétaires qui sont immédiatement comptabilisés dans le compte de profits et pertes jusqu'à la décomptabilisation de l'actif financier. La réserve de revalorisation n'est pas disponible pour la distribution de dividendes. S'il est établi qu'un titre du portefeuille structurel est déprécié, le gain ou la perte cumulé(e) précédemment comptabilisé(e) dans la réserve de revalorisation est recyclé(e) dans le compte de profits et pertes. L'intérêt est calculé en utilisant la méthode de l'intérêt effectif et comptabilisé dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

2.5 Dérivés et comptabilité de couverture

Les flux de trésorerie contractuels des dérivés ne sont pas « uniquement des paiements du principal et des intérêts sur le montant principal impayé » (« SPPI »). Par conséquent, les dérivés ne réussissent pas au test SPPI et sont classés en tant que FVTPL.

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion du contrat sur dérivés et sont réévalués par la suite à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des cours du marché sur des marchés actifs (par ex. swap de taux d'intérêt), modèle d'actualisation des flux de trésorerie et modèle d'évaluation des options, selon le cas. Tous les dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsque leur juste valeur est négative.

Le gain non réalisé lors de la valorisation des dérivés est enregistré sous la rubrique « Dérivés » à l'actif tandis que la perte non réalisée lors de l'évaluation des dérivés est enregistrée sous la rubrique « Dérivés » au passif. Les gains

et pertes réalisés et les gains et pertes de réévaluation sur les dérivés sont enregistrés dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Profit net ou perte nette sur opérations financières ». Les produits d'intérêts courus sont enregistrés au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation de l'actif » tandis que les charges d'intérêts courus sont enregistrées au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation du passif ». Les produits ou les pertes d'intérêt nets sont calculés dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Intérêts et produits similaires ».

La Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture à certains swaps de taux d'intérêt conformément aux exigences de couverture de la norme IFRS 9 (dans certaines circonstances, les exigences de la norme IAS 39 « Instruments financiers : Reconnaissance et mesures » pourraient encore être applicables). Considérant que les fluctuations de la juste valeur des obligations peuvent avoir un impact négatif sur les activités opérationnelles de la Banque, cette dernière a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir ses obligations à taux fixe. Cela permet de couvrir l'exposition au risque de juste valeur des obligations afin de réduire l'impact négatif des fluctuations de la juste valeur sur le résultat d'exploitation de la Banque. L'instrument de couverture est évalué à sa juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat sous la rubrique « Profit net ou perte nette sur opérations financières ». La valeur comptable de l'élément couvert est ajustée aux variations de la juste valeur attribuables au risque couvert, et ces variations de la juste valeur sont également comptabilisées dans le compte de résultat sous la rubrique « Profit net ou perte nette sur opérations financières ».

Au commencement d'une relation de couverture, la Banque documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, son objectif de gestion des risques et sa stratégie de mise en œuvre de la couverture. La Banque exige une évaluation documentée, à la fois lors de la mise en place de la couverture et sur une base continue, afin de déterminer si les instruments de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations attribuables aux risques couverts dans les justes valeurs ou les flux de trésorerie des éléments couverts.

Couverture de la juste valeur

La comptabilité de couverture de la juste valeur ne modifie pas l'enregistrement des gains et des pertes sur les dérivés et autres instruments de couverture, mais elle permet de comptabiliser les variations de la juste valeur des actifs ou des passifs couverts attribuables au risque couvert qui, autrement, ne seraient pas comptabilisées dans le compte de résultat. Si une relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, celle-ci cesse. L'ajustement cumulé de la valeur comptable de l'élément couvert est amorti en résultat sur la base d'un taux d'intérêt effectif recalculé sur la période résiduelle jusqu'à l'échéance, à moins que l'élément couvert n'ait été décomptabilisé, auquel cas il est immédiatement comptabilisé en résultat.

Couverture des flux de trésorerie

La Banque n'a désigné aucune relation de couverture de flux de trésorerie au 31 décembre des années 2023 et 2022.

Contrôle de l'efficacité des couvertures

La Banque adopte une stratégie de couverture par appariement critique qui exige que tous les éléments clés (notionnel, devise, montant et fréquence du paiement du taux d'intérêt fixe, et échéance) du swap de taux d'intérêt de couverture et de l'obligation couverte soient exactement appariés. Cette stratégie de couverture garantit que l'efficacité de la couverture est automatiquement satisfaite.

Dérivés ne remplissant pas les conditions requises pour la comptabilité de couverture

Les couvertures non qualifiées sont des dérivés utilisés comme couvertures économiques d'actifs et de passifs pour lesquels la comptabilité de couverture n'a pas été appliquée.

2.6 Actions et autres valeurs mobilières à rendement variable

La Banque a choisi de mesurer les actions et autres valeurs mobilières à rendement variable à la juste valeur par le profit ou la perte.

À la date d'arrêté des comptes, la valeur comptable des actions est ajustée aux variations de la juste valeur, et ces variations de la juste valeur sont également comptabilisées dans le compte de résultat sous la rubrique « Profit net ou perte nette sur opérations financières ».

2.7 Détermination de la juste valeur

La juste valeur est définie comme le prix qui serait perçu pour vendre un actif ou versé pour un passif dans une transaction ordonnée entre des participants du marché à la date d'évaluation.

La cotation des prix sur un marché actif est la meilleure preuve de la juste valeur des instruments financiers. En l'absence de ces prix cotés, la juste valeur est établie en appliquant des techniques de valorisation reconnues. Pour déterminer si un marché est inactif, on se fie aux indicateurs tels qu'une forte baisse du volume des transactions d'actions ou trading et du niveau d'activité du marché, une forte disparité du prix au cours du temps et entre les divers

Un instrument financier est considéré être coté sur un marché actif si les prix cotés sont aisément disponibles auprès d'une bourse, d'un négociant, d'un courtier, d'un secteur d'activité, d'une agence de réglementation ou de service des cours et si ces prix représentent des transactions réelles du marché et survenant régulièrement dans des conditions de concurrence normale. Lorsque l'instrument financier est négocié sur plusieurs marchés auxquels la Banque a accès immédiat, la juste valeur de l'instrument financier est le prix le plus avantageux sur un marché actif.

En l'absence de prix de marché cotés ou en cas de dérivés de gré à gré, la juste valeur peut être estimée en utilisant les prix de marché cotés pour des instruments similaires, ajustés pour tenir compte des différences entre l'instrument coté et l'instrument évalué.

La juste valeur est déterminée sur la base des prix de marché concernés pour les parties composantes en prenant en compte le cours acheteur et le cours vendeur de la position nette, compte tenu du sens de la tendance.

Si un prix de marché coté pour un instrument similaire n'est pas observable, la juste valeur des instruments financiers est établie à l'aide d'une technique d'évaluation. La Banque utilise un modèle d'évaluation maison. Les données de marché observables telles que les courbes de rendement du taux d'intérêt, les prix des actions et des produits de base, les écarts du taux de crédit, les volatilités des options et les taux des devises sont utilisés comme paramètres d'évaluation dans le modèle d'évaluation. La technique d'évaluation est fréquemment utilisée par les participants du marché pour évaluer l'instrument et cette technique a prouvé qu'elle fournit des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions de marché réelles.

2.8 Perte de crédit attendue

Le modèle de la perte de crédit attendue (« ECL ») a été développé et validé par le Département de Gestion du Risque du Siège. Conformément au rapport sur le développement du modèle prospectif ECL à scénarios multiples pour les succursales situées à l'étranger, le but de ce rapport est d'aider la Banque à établir un ensemble d'exigences qui répondent aux stipulations de la norme IFRS 9. Les exigences applicables du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) sont en ligne également avec la pratique réelle de la Banque. Les informations prospectives ont été intégrées dans le modèle ECL du Siège, qui inclut ce qui suit :

- 1) Il développe principalement le cadre du modèle global existant pour les succursales étrangères, y compris les méthodes de mesure des ECL, dans le scénario médian, le scénario optimiste et le scénario pessimiste ;
- 2) Il introduit principalement le traitement des données d'indicateurs macroéconomiques (variables indépendantes) et la probabilité de défaut (« PD ») (variables dépendantes) dans le modèle ECL à scénarios multiples, y compris la transformation logique et la standardisation des indicateurs ;
- 3) Il compile principalement les résultats du modèle ECL à scénarios multiples, y compris les valeurs prédites du modèle PD selon divers scénarios et les facteurs d'ajustement correspondants.

Les ECL sont comptabilisées sur les actifs de crédit au bilan et sur les actifs de crédit hors bilan. À la fin de la première période de reporting après la comptabilisation initiale, une allocation (ou provision dans le cas d'engagements de prêts et de garanties financières) est exigée pour les ECL résultant d'événements de défaut susceptibles de se produire dans les 12 mois suivants (ou moins, lorsque la durée de vie restante est inférieure à 12 mois) (« ECL de moins de 12 mois »). Dans le cas d'une augmentation importante du risque de crédit, une allocation (ou provision) est exigée pour les ECL résultant de tous les événements de défaut possibles sur la durée de vie attendue des instruments financiers (« ECL sur la durée de vie »). Les actifs de crédits lorsque l'ECL 12 mois est comptabilisée sont considérés être en « phase 1 » ; les actifs de crédit qui sont considérés comme ayant connu une augmentation importante du risque de crédit sont en « phase 2 » ; les actifs de crédit pour lesquels il existe des preuves objectives de perte de valeur sont considérés être en défaut ou autrement comme des prêts douteux, et sont « en phase 3 ».

2.9 Montants à recevoir

À la date d'arrêté des comptes, les débiteurs sont enregistrés à leur valeur nominale diminuée des pertes de crédit attendues conformément à la norme IFRS 9.

2.10 Actifs corporels et incorporels

Les immobilisations autres que les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. La valeur des actifs corporels et incorporels dont l'utilisation est limitée dans le temps est dépréciée et amortie sur une base linéaire sur la durée de vie utile estimée ou aux taux spécifiés ci-dessous.

Les coûts d'achat unitaires n'excédant pas 870 EUR hors TVA et dont la durée de vie utile est inférieure à

12 mois sont comptabilisés directement au compte de charges administratives. En cas d'une réduction durable de la valeur, les actifs incorporels et corporels sont soumis à des ajustements de la valeur, quelle que soit la limitation de leur utilisation.

L'évaluation à la valeur inférieure n'est pas maintenue si les raisons pour lesquelles les ajustements de valeur étaient effectués n'existent plus.

2.10.1 Actifs incorporels

L'amortissement est prévu sur une base linéaire sur la durée de vie utile résiduelle des actifs.

Le taux et les méthodes d'amortissement appliqués sont les suivants :

Licences :	Durée de licence (si disponible) ; ou 4 ans 25 %
------------	---

2.10.2 Actifs corporels

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque pour ses propres opérations et sont dépréciés sur une base linéaire sur la durée de vie résiduelle estimée des actifs. Le taux et les méthodes de dépréciation appliqués sont les suivants :

Ordinateurs :	5 ans 20 %
Amélioration des bâtiments :	Durée des contrats de location (y compris le matériel et le mobilier de bureau)

2.11 Dettes attestées par des certificats

Les dettes attestées par des certificats sont comptabilisées au coût amorti, comme l'exige la norme IFRS 9. Les intérêts courus sont comptabilisés au bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation du passif ».

La prime résultant de l'émission de titres à un prix supérieur au montant remboursable à l'échéance est amortie par tranches au compte de résultat et comptabilisée en diminution des « Intérêts et charges assimilées » sur la période restant à courir jusqu'à la date d'échéance ou de cession, si elle est antérieure.

L'escompte résultant de l'émission de titres à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est amorti au compte de pertes et profits et enregistré comme une augmentation des « Intérêts et charges assimilés » sur la période restante jusqu'à la date d'échéance ou la date de cession si elle est antérieure.

2.12 Montants payables

À la date d'arrêté des comptes, les montants payables sont enregistrés sous les passifs au montant de remboursement. Les intérêts courus sont enregistrés sous la rubrique du bilan « Comptes de régularisation du passif ».

2.13 Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir des pertes ou des dettes dont la nature est clairement définie et qui seront vraisemblablement ou certainement encourues à la date d'arrêté des comptes mais dont le montant ou la date à laquelle elles surviendront sont incertains.

Les provisions peuvent aussi être créées pour couvrir des charges qui ont pris naissance au cours de l'exercice sous revue ou d'un exercice précédent, dont la nature est clairement définie et qui seront vraisemblablement ou certainement encourues à la date d'arrêté des comptes mais dont le montant ou la date à laquelle elles surviendront sont incertains.

Les provisions incluent aussi la dépréciation appliquée aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière, suite à l'exigence relative à la perte de valeur de la norme IFRS 9.

2.14 Impôts

La Banque est soumise aux dispositions fiscales générales applicables aux juridictions du Luxembourg, de la France et de l'Italie.

Note 3 – Analyse des instruments financiers

3.1 Stratégie reflétant l'utilisation d'instruments financiers

Les activités de la Banque sont principalement liées à l'utilisation d'instruments financiers primaires à des fins autres que de négociation.

3.2 Analyse des instruments financiers**3.2.1 Informations sur les instruments financiers primaires à des fins autres que de négociation**

Les tableaux ci-dessous analysent le niveau d'instruments primaires non-commerciaux de la Banque en ce qui concerne leurs échéances résiduelles. Les instruments financiers de la Banque sont indiqués à leur valeur comptable.

Au 31 décembre 2023, la Banque détenait des actions et autres valeurs mobilières à rendement variable classés en tant qu'instruments à des fins de négociation (2022 : nul). Pour plus d'informations, veuillez vous référer à la note 3.2.3.

Analyse des instruments financiers - Instruments primaires à des fins autres que de négociation (à la valeur comptable - EUR) au 31 décembre 2023

Actifs financiers	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	54 504 387	-	-	-	54 504 387
Dérivés	-	-	1 123 083	-	1 123 083
Prêts et créances aux établissements de crédit	100 561 795	43 777 042	-	-	144 338 837
Prêts et créances aux clients	6 470 706	46 784 347	579 210 992	151 190 500	783 656 545
Titres de créance et autres titres à revenu fixe	-	-	17 237 144	-	17 237 144
Total des actifs financiers	161 536 888	90 561 389	597 571 219	151 190 500	1 000 859 996

Passifs financiers	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Montants dus aux établissements de crédit	472 941 178	-	140 723 982	-	613 665 160
Montants dus aux clients	-	-	50 000 000	-	50 000 000
Dérivés	-	-	-	-	-
Dettes attestées par des certificats	49 987 752	-	-	-	49 987 752
Total des passifs financiers	522 928 930	-	190 723 982	-	713 652 912

Au 31 décembre 2023, la Banque dispose de dépôts d'épargne d'une personne morale pour un montant de 50 000 000 EUR enregistrés dans les Montants dus aux clients.

Au 31 décembre 2023, l'émission de certificats de dépôt pour un montant de 49 987 752 EUR constitue l'une des principales sources de financement de la Banque. Les dépôts sont enregistrés dans le compte Dettes attestées par des certificats.

Actifs financiers	Exposition brute	Phase 1 ECL	Phase 2 ECL**	Actifs financiers nets d'ECL
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	54 504 387	-	-	54 504 387
Dérivés	1 123 083	-	-	1 123 083
Prêts et créances aux établissements de crédit	144 775 576	(436 739)	-	144 338 837
Prêts et créances aux clients	787 214 286	(3 000 019)	(557 722)	783 656 545
Titres de créance et autres titres à revenu fixe*	17 237 144	(178 565)	-	17 237 144
Total des actifs financiers	1 004 854 476	(3 615 323)	(557 722)	1,000 859 996

* Sous la catégorie de portefeuille structurel, les ECL des titres de créance et autres titres à revenu fixe ne réduisent pas la valeur comptable des actifs financiers qui restent à la juste valeur. À la place, un montant égal à l'allocation ECL qui surviendrait si les actifs étaient évalués au coût amorti est comptabilisé dans le compte de réserve de revalorisation.

** Au cours de l'année 2023, un transfert de l'ECL phase 1 à l'ECL phase 2 a été effectué concernant le prêt Clariane pour un capital de 15 000 000 EUR. Une provision de 557 722 EUR a été constituée sur la base du modèle ECL.

Analyse des instruments financiers - Instruments primaires à des fins autres que de négociation (à la valeur comptable - EUR) au 31 décembre 2022

Actifs financiers	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	9 798 926	-	-	-	9 798 926
Dérivés	-	-	1 566 799	-	1 566 799
Prêts et créances aux établissements de crédit	24 926 117	39 937 720	-	-	64 863 837
Prêts et créances aux clients	49 967 099	73 809 687	615 499 595	151 896 638	891 173 019
Titres de créance et autres titres à revenu fixe	-	-	17 303 892	-	17 303 892
Total des actifs financiers	84 692 142	113 747 407	634 370 286	151 896 638	984 706 473

Passifs financiers	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Montants dus aux établissements de crédit	502 481 961	-	50 000 000	-	552 481 961
Montants dus aux clients	-	-	100 000 000	-	100 000 000
Dérivés	-	-	-	-	-
Dettes attestées par des certificats	-	-	49 962 258	-	49 962 258
Total des passifs financiers	502 481 961	-	199 962 258	-	702 444 219

Au 31 décembre 2022, la Banque dispose de dépôts d'épargne de 2 personnes morales pour un montant de 100 000 000 EUR enregistrés dans les Montants dus aux clients.

Au 31 décembre 2022, l'émission de certificats de dépôt pour un montant de 49 962 258 EUR constitue l'une des principales sources de financement de la Banque. Les dépôts sont enregistrés dans le compte Dettes attestées par des certificats.

Actifs financiers	Exposition brute	Phase 1 ECL	Phase 3 ECL*	Actifs financiers nets d'ECL
Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales	9 798 926	-	-	9 798 926
Dérivés	1 566 799	-	-	1 566 799
Prêts et créances aux établissements de	64 964 988	(101 151)	-	64 863 837
Prêts et créances aux clients	902 670 042	(3 497 023)	(8 000 000)	891 173 019
Titres de créance et autres titres à revenu fixe*	17 303 892	(91 206)	-	17 303 892
Total des actifs financiers	996 304 647	(3 689 380)	(8 000 000)	984 706 473

* Sous la catégorie de portefeuille structurel, les ECL des titres de créance et autres titres à revenu fixe ne réduisent pas la valeur comptable des actifs financiers qui restent à la juste valeur. À la place, un montant égal à l'allocation ECL qui surviendrait si les actifs étaient évalués au coût amorti est comptabilisé dans le compte de réserve de revalorisation.

** Au cours de l'année 2022, un transfert de l'ECL phase 1 à l'ECL phase 3 a été effectué concernant le prêt ORPEA pour un capital de 10 000 000 EUR. À la fin de l'année 2022, une provision de 8 000 000 EUR a été constituée sur la base de la meilleure estimation de la direction. En 2023, elle a été partiellement annulée à la suite d'une conversion de la dette en capital. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à la note 3.2.3.

3.2.2 Informations sur les dérivés

Au 31 décembre 2023, la Banque a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt (2022 : un) dans le but de couvrir économiquement son portefeuille existant de titres de créance et autres titres à revenu fixe.

Analyse des instruments financiers – Instruments dérivés à des fins autres que de négociation
(Notionnel / Juste valeur propre en EUR)

	Moins de 3 mois			> 3 mois à 1 an			> 1 an à 5 ans			Plus de 5 ans			Total		
Catégories d'instruments au 31 décembre	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
En EUR		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers
Taux d'intérêt															
De gré à gré															
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	18 099 548	1 123 083	-	-	-	-	18 099 548	1 123 083	-
												Total	18 099 548	1 123 083	-

	Moins de 3 mois			> 3 mois à 1 an			> 1 an à 5 ans			Plus de 5 ans			Total		
Catégories d'instruments au 31 décembre 2022	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
En EUR		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Actifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers
Taux d'intérêt															
De gré à gré															
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	18 751 172	1 566 799	-	-	-	-	18 751 172	1 566 799
												Total	18 751 172	1 566 799	-

Veuillez noter que la devise d'origine des swaps de taux d'intérêt est le dollar américain. La différence sur le montant notionnel entre 2022 et 2023 se justifie par l'évolution du change des devises étrangères.

Dérivés faisant l'objet d'une comptabilité de couverture

La Banque utilise des dérivés (principalement des swaps de taux d'intérêt) à des fins de couverture dans le cadre de la gestion de ses propres portefeuilles d'actifs et de passifs et de ses positions structurelles. Cela permet à la Banque d'atténuer le risque de marché qui résulterait autrement de déséquilibres structurels dans les échéances et autres profils de ses actifs et de ses passifs.

Au 31 décembre 2023, les montants nominaux des dérivés détenus à des fins de couverture s'élevaient à 18 099 548 EUR (2022 : 18 751 172 EUR).

Les montants notionnels ou contractuels des contrats de taux d'intérêt indiquent la valeur nominale des transactions d'actif et de passif en cours à la date du bilan ; ils ne représentent pas les montants à risque.

Les couvertures de juste valeur de la Banque consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt utilisés pour se protéger contre les variations de la juste valeur des instruments financiers à taux fixe dues aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Pour les couvertures de juste valeur qualifiées, toutes les variations de la juste valeur du dérivé et de la juste valeur de l'élément lié au risque couvert sont comptabilisées dans le compte de résultat. Si la relation de couverture prend fin, l'ajustement de la juste valeur de l'élément couvert continue d'être comptabilisé comme faisant partie de la base de l'élément et est amorti dans le compte de résultat en tant qu'ajustement du rendement sur le reste de la période de couverture.

Les justes valeurs des dérivés en cours désignés comme couvertures de la juste valeur au 31 décembre 2023 étaient des actifs représentant 1 123 083 EUR (2022 : 1 566 799 EUR).

3.2.3 Informations concernant les actions et autres valeurs mobilières à rendement variable – Instruments à des fins de négociation

La Banque a reçu au cours de l'année 2023 des actions cotées d'un client, à la suite d'une conversion de dette en capital. La valeur marchande des actions cotées a été enregistrée dans le bilan à la date d'acquisition.

Au 31 décembre 2023, la répartition des actions cotées est la suivante :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Actions cotées	2 816 428	-
Total	2 816 428	-

Le 4 décembre 2023, la Banque a reçu des actions cotées d'un client (166 652 547 actions / 0,0152 EUR par action), à la suite d'une conversion de dette en capital.

Au 31 décembre 2023, la valeur marchande des actions cotées détenues par la Banque s'élevait à 2 816 428 EUR. Au 31 décembre 2023, le coût des actions à l'acquisition s'élevait à 2 533 119 EUR entraînant un gain non réalisé de 283 309 EUR (2022 : nul)

Au 31 décembre des années 2023 et 2022, la Banque n'a aucune action non cotée ni de valeurs mobilières à revenu variable.

3.3 Risque de crédit

Principe de gestion du risque

La Banque suit le cadre des « trois lignes de défense » : (1) Première ligne de défense : département preneur de risque ou département subissant le risque, (2) Deuxième ligne de défense : fonctions de suivi du risque appliquant le principe des quatre yeux et (3) Troisième ligne de défense : fonction d'assurance du risque.

3.3.1 Description du risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme la possibilité qu'un emprunteur bancaire ou une contrepartie ne parvienne pas à remplir ses obligations conformément aux modalités convenues. En outre, les événements de défaut comprennent le retard des remboursements, la restructuration des remboursements de l'emprunteur et la faillite.

L'objectif de notre gestion du risque de crédit est de maximiser le taux de rendement ajusté du risque de la Banque en maintenant l'exposition au risque de crédit dans des limites acceptables. Le CRCD gère et assure le suivi du risque de crédit inhérent au portefeuille dans son intégralité ainsi que le risque des crédits ou transactions individuels.

3.3.2 Mesure de l'exposition au risque de crédit

La Banque a recours à diverses techniques pour mesurer son exposition au risque de crédit. La qualité du crédit du portefeuille est examinée au moins une fois par mois. Le Département de Contrôle du Crédit et du Risque procède régulièrement à l'analyse de stress tests afin d'identifier tout impact négatif sur le capital de la Banque. De plus, si la Banque remarque des éléments de preuve de pertes sur actifs impactant les flux de trésorerie futurs, elle met en place des provisions spécifiques afin de parer à de tels événements.

3.3.3 Concentration du risque de crédit

La Banque surveille et gère le risque de concentration dans le cadre de sa gestion du risque.

Les tableaux ci-dessous indiquent la concentration du risque de crédit lié aux instruments financiers, résultant de l'exposition au bilan et hors bilan, par situation géographique et secteur économique. Le montant total du risque de crédit n'est pas le même que le total des actifs financiers dans la note 3.2.1, car les tableaux ci-dessous présentent les expositions au risque de crédit conformément à la définition du Règlement sur les exigences de fonds propres II (CRR II), y compris la définition, la description et l'évaluation du risque de crédit.

Concentration du risque de crédit par situation géographique

Situation géographique	Au bilan (net de dépréciation)		Engagements		Garanties financières		Dérivés de gré à gré	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Asie	67 787 022	108 276 542	-	-	-	-	802 277	886 289
Établissements de crédit	287 537	318 732	-	-	-	-	802 277	886 289
Entreprises	67 499 485	107 957 810	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
UE	890 095 758	835 605 649	69 845 672	49 067 638	-	-	-	-
Établissements de crédit	145 312 917	59 155 363	-	-	-	-	-	-
Entreprises	679 669 727	756 980 531	69 845 672	49 067 638	-	-	-	-
Gouvernement central et banque	54 504 387	9 798 926	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres [†]	2 816 428	-	-	-	-	-	-	-
Autre	7 792 299	9 670 829	-	-	-	-	-	-
Reste du monde	61 499 303	54 667 652	-	-	-	60 536 545	-	-
Établissements de crédit	199 663	5 618 287	-	-	-	-	-	-
Entreprises	61 299 640	49 049 365	-	-	-	60 536 545	-	-
Gouvernement central et banque	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 019 382 083	998 549 843	69 845 672	49 067 638	-	60 536 545	802 277	886 289
Garanties reçues	7 780 000	26 531 172	-	-	-	-	-	-
Exposition nette	1 011 602 083	972 018 671	69 845 672	49 067 638	-	60 536 545	802 277	886 289

*Renvoie aux actions ORPEA

Concentration du risque de crédit par secteur économique

Secteur économique	Au bilan (net de dépréciation)		Engagements		Garanties financières		Dérivés de gré à gré	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Gouvernement central et banque	54 504 387	9 798 926	-	-	-	-	-	-
Entreprises	808 468 851	913 987 707	69 845 672	49 067 638	-	60 536 545	-	-
Établissements de crédit	145 800 118	65 092 381	-	-	-	-	802 277	886 289
Capitaux propres*	2 816 428	-	-	-	-	-	-	-
Autre	7 792 299	9 670 829	-	-	-	-	-	-
Total	1 019 382 083	998 549 843	69 845 672	49 067 638	-	60 536 545	802 277	6 886 289
Garanties reçues	7 780 000	26 531 172	-	-	-	-	-	-
Exposition nette	1 011 602 083	972 018 671	69 845 672	49 067 638	-	60 536 545	802 277	886 289

*Renvoie aux actions ORPEA

Risque de crédit pour les dérivés de gré à gré

	Montants notionnels		Montants d'équivalent du risque		Exposition au risque nette	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Swaps de taux d'intérêt	18 099 548	18 751 172	802 277	886 289	802 277	886 289

Les valeurs déclarées pour les dérivés de gré à gré dans les tableaux ci-dessus sont des valeurs d'exposition conformément à l'Article 275 du CRR (méthode d'exposition originale).

3.4 Risque de marché

Le risque de marché est le risque de variations des prix du marché, des taux d'intérêt, des devises ou d'autres facteurs économiques qui entraîneront une réduction de la valeur des actifs ou une hausse de la valeur des passifs. Le risque de marché peut provenir de positions de marché ouvertes (longues ou courtes) ou de positions couvertes de manière imparfaite.

La gestion du risque de marché s'effectue à trois niveaux de performance :

- Les orientations sur le risque de marché et les limites de l'appétit pour le risque exécutées en ligne avec la stratégie de la Banque, ainsi que la surveillance d'ensemble réalisée par le Conseil d'administration ;
- La gestion du risque de marché lié aux activités de négociation, qui fait référence à la gestion quotidienne active et au contrôle continu des expositions liées à la négociation par le Chef du Trésor et la Direction Autorisée ;
- Les analyses du risque de marché indépendantes.

En ce qui concerne la position de change et sa gestion du risque, tous les actifs libellés dans une autre devise que l'euro sont financés dans la même devise, ce qui réduit fortement le risque de change. Cette approche est fondée sur la méthode back-to-back (dos à dos).

Note 4 – Avoirs en caisse, soldes auprès des banques centrales et des banques postales

Conformément aux exigences de la Banque Centrale Européenne (ci-après « BCE »), la Banque Centrale du Luxembourg (ci-après « BCL ») a mis en œuvre un système de réserves minimales obligatoires qui s'applique à tous les établissements de crédit. La Banque détient un compte courant auprès de la BCL.

En tant que succursales de BoCom Luxembourg, la Succursale de Rome et la Succursale de Paris Branch maintiennent leur compte courant auprès de la banque centrale locale respectivement (c'est-à-dire la Banque d'Italie et la Banque de France) aux fins de la gestion du ratio de liquidités à court terme (LCR) au niveau de la succursale.

Les soldes détenus par la Banque au 31 décembre 2023 sont les suivants :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Compte courant de la BCL	54 503 196	5 486 003
Compte courant de la Banque d'Italie	596	1 023
Compte courant de la Banque de France	595	4 311 900
Total	54 504 387	9 798 926

Note 5 – Titres de créance et autres titres à revenu fixe**5.1 Valeurs mobilières cotées en bourse**

Au 31 décembre 2023, la répartition des titres cotés est la suivante (en EUR) :

Portefeuille structurel	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
- émis par des organismes publics		-	-	-	-
- émis par d'autres emprunteurs		-	17 237 144	-	17 237 144
Total		-	17 237 144	-	17 237 144

Au 31 décembre 2022, la répartition des titres cotés est la suivante (en EUR) :

Portefeuille structurel	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
- émis par des organismes publics		-	-	-	-
- émis par d'autres emprunteurs		-	17 303 892	-	17 303 892
Total		-	17 303 892	-	17 303 892

Au 31 décembre 2023, la Banque ne détient pas de titres non cotés. Les titres de créances et autres titres à revenu fixe sont destinés à être utilisés sur une base continue et sont tous considérés comme faisant partie de notre portefeuille structurel.

Il n'y a pas de titres à revenu fixe arrivant à échéance en 2023.

Au 31 décembre 2023, il n'existe aucun solde non amorti de primes sur les titres de créances et autres titres à revenu fixe (2022 : nul) tandis que le solde non amorti d'escompte sur les titres de créances et autres titres à revenu fixe s'élevait à 11 821 EUR (2022 : 15 715 EUR).

5.2 Informations sur la juste valeur

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Juste valeur - Solde d'ouverture	17 303 892	34 198 004
Ajouts pour l'année	-	18 735 457
Cessions pour l'année	-	(34 198 004)
Incidences et amortissement des	(647 731)	107 038
Mouvements de la juste valeur	580 983	(1 538 603)
Juste valeur - Solde de clôture	17 237 144	17 303 892

Le tableau suivant présente l'évolution des actifs incorporels et corporels du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Ajouts	Cessions	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Ajustements cumulés de la valeur à l'ouverture de l'exercice	Ajustements de la valeur	Cession des ajustements de valeur	Ajustements cumulés de la valeur à la clôture de l'exercice	Valeur comptable nette à la clôture de l'exercice
En EUR									
Actifs incorporels	536 932	3 276	(3 257)	536 951	(384 457)	(74 525)	3 258	(455 725)	81 227
Dont :									
Licences	536 932	3 276	(3 257)	536 951	(384 457)	(74 525)	3 258	(455 725)	81 227
Actifs corporels	4 567 383	99 438	(80 024)	4 586 797	(3 411 166)	(408 517)	78 640	(3 741 043)	845 754
Dont :									
Rénovation de bâtiments	3 045 277	-	-	3 045 277	(2 179 005)	(306 974)	-	(2 485 979)	559 298
Autres équipements	107 769	2 297	(6 814)	103 252	(98 856)	(7 084)	6 004	(99 936)	3 316
Équipement électronique	1 414 337	97 141	(73 210)	1 438 268	(1 133 305)	(94 459)	72 636	(1 155 128)	283 140
Total	5 104 315	102 714	(83 281)	5 123 748	(3 795 623)	(483 042)	81 898	(4 196 768)	926 981

Note 7 – Soldes avec les parties liées

Au 31 décembre 2023, les principaux soldes suivants avec des parties liées sont inclus du côté des actifs du bilan :

Actifs	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Dérivés	1 123 083	1 566 799
Prêts et créances aux établissements de crédit	140 780 762	60 655 485
- remboursable sur demande	476 785	6 951 440
- autres prêts et créances	140 303 977	53 704 045
Prêts et créances aux clients	1 452 057	3 893 436
Comptes de régularisation de l'actif	1 576 693	358 610
Total	144 932 595	66 474 330

Au 31 décembre 2023, les principaux soldes suivants avec des parties liées sont inclus du côté des passifs du bilan :

Passifs	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Montants dus aux établissements de crédit	308 665 160	276 569 342
- à terme ou à préavis	308 665 160	276 569 342
Comptes de régularisation du passif	2 309 203	1 853 383
Total	310 974 363	278 422 725

Au 31 décembre 2023, les transactions suivantes avec des parties liées sont incluses dans le compte de résultat :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Intérêts et produits similaires	4 963 698	2 555 386
Intérêts et charges assimilées	(14 756 325)	(7 660 706)
Commissions à recevoir	19 736	20 302
Commissions à payer	(478)	(703)
Profit net ou perte nette sur opérations financières	433 184	1 707 743
Autre revenu d'exploitation	529 773	336 977
Charges administratives générales	(14 144)	(309)
Résultat net sur les transactions avec les parties liées	(8 824 556)	(3 041 310)

Au 31 décembre 2023, comme en 2022, aucun engagement ou garantie financière n'a été donné à des parties liées.

Au 31 décembre 2023, les autres actifs se présentent comme suit :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
TVA à récupérer	1 772	-
Cautions locatives	679 62	644 380
Frais de location prépayés	213 16	203 154
Autres	159 63	121 424
Total	1 054 203	968 958

Note 9 – Comptes de régularisation de l'actif

Au 31 décembre 2023, les comptes de régularisation de l'actif se présentent comme suit :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Intérêts courus à recevoir	9 132 046	5 830 085
Total	9 132 046	5 830 085

Note 10 – Dettes attestées par des certificats

L'émission de certificats de dépôt (non répertoriés) constitue l'une des principales sources de financement de la Banque.

Au 31 décembre 2023, les Dettes attestées par des certificats se présentent comme suit :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Dettes attestées par des certificats	49 987 752	49 962 258
Total	49 987 752	49 962 258

Note 11 – Comptes de régularisation du passif

Au 31 décembre 2023, les comptes de régularisation du passif se présentent comme suit :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Intérêts courus à payer	5 964 525	3 330 297
Produits des commissions constatés	2 856 416	3 256 247
Total	8 820 941	6 586 544

Au 31 décembre 2023, les provisions se présentent comme suit :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Provisions pour impôts courants	585 058	249 603
Provisions pour charges administratives générales	3 857 929	3 649 984
ECL sur engagements et garanties	119 604	169 194
Total	4 562 591	4 068 781

La Banque est responsable des impôts en matière d'impôt sur la valeur nette, d'impôt sur le résultat des sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée. Les passifs d'impôts sont enregistrés sous « Provisions pour impôt » au bilan.

Note 13 – Capital souscrit

Le capital social émis de la Banque est établi à trois cent cinquante millions (350 000 000 EUR) représentés par trois cent cinquante millions (350 000 000) d'actions d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune au 31 décembre 2023.

Note 14 – Variations des capitaux propres

	Capital souscrit	Réserves de revalorisation	Profit (ou perte) reporté(e)	Profit (ou perte) de l'exercice
	Solde en EUR			
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2023	350 000 000	209 774	(61 497 641)	(8 997 469)
Imputation de la perte de l'exercice précédent	-	-	(8 997 469)	8 997 469
Évolution des réserves de revalorisation	-	256 539	-	-
Profit sur l'exercice courant	-	-	-	7 772 007
Solde au 31 décembre 2023	350 000 000	476 313	(70 495 110)	7 772 007

L'augmentation des réserves de revalorisation est principalement due à l'accroissement de la juste valeur des titres de créance au cours de l'année.

L'affectation du résultat de l'exercice précédent a été approuvée par l'assemblée annuelle des actionnaires le 6 juin 2023.

Note 15 – Réserves légales

Conformément à la loi luxembourgeoise, la Banque doit transférer au moins 5 % de son bénéfice annuel à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10 % du capital souscrit. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Au 31 décembre 2023, la réserve légale s'élève à 0 EUR du fait qu'aucun bénéfice ne s'est produit au cours des exercices précédents.

Note 16 – Positions en devises étrangères

Au 31 décembre 2023, le montant total des actifs et des passifs de la Banque libellés en devises étrangères convertis en EUR est respectivement de 235 227 143 EUR et de 232 726 235 EUR (2022 : 200 834 443 EUR et 199 487 099 EUR).

Note 17 – Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2023, des engagements non utilisés enregistrés hors bilan se montaient à 69 845 672 EUR (2022 : 49 067 638 EUR). Des garanties financières enregistrés hors bilan étaient nulles (2022 : 60 536 545 EUR).

Note 18 – Répartition du revenu par marchés géographiques

Au 31 décembre 2023, la répartition du revenu par marchés géographiques est la suivante :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
ASIE	7 286 202	5 815 593
UE	39 431 763	15 545 539
AUTRES	3 322 597	2 814 357
Total	50 040 562	24 175 489

Note 19 – Produits des commissions

Au 31 décembre 2023, les produits des commissions se présentent comme suit :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Commissions de gestion des prêts	1 988 670	3 298 740
Lettre de garantie	312 574	453 463
Autres	98 137	91 166
Total	2 399 381	3 843 369

Note 20 – Profit net ou perte nette sur opérations financières

Au 31 décembre 2023, le résultat net sur opérations financières est le suivant :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Résultat de change	(24 612)	31 687
Résultats non réalisés sur dérivés	(408 570)	1 676 056
Résultats non réalisés sur les titres de créance et autres valeurs mobilières à revenu fixe	347 732	(1 602 798)
Résultats net réalisés à partir du transfert de prêts et créances	(99 000)	-
Résultats non réalisés sur actions	283 309	-
Total	98 859	104 945

Note 21 – Autres résultats d'exploitation

Au 31 décembre 2023, les « Autres résultats d'exploitation » s'élèvent à 796 710 EUR (2022 : 728 208 EUR), ce qui comprend principalement les frais de services partagés entre la Banque et la succursale de Luxembourg de Bank of Communications Co., Ltd, pour un montant de 529 773 EUR (2022 : 336 977 EUR) et l'ajustement du solde de TVA à récupérer de l'administration fiscale pour un montant de 98 822 EUR (2022 : 371 230 EUR)

Sur la base de la politique en matière de prix de transfert convenue par la Banque et la succursale de Luxembourg de Bank of Communications Co., Ltd, la Banque fournit, entre autres, certains services dans les domaines de la gestion informatique, des opérations, des ressources humaines, de la finance et de la comptabilité, de l'audit interne, des services juridiques et de conformité, du développement des affaires, contrôle du crédit et du risque et les parties conviennent que le fournisseur est en droit de refacturer au client les coûts engagés. Le principe de l'imputation des coûts entre le fournisseur et le client est défini dans la Politique en matière de prix de transfert.

Note 22 – Rendement des actifs

Les rendements des actifs de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'établissent à 0,77 % (2022 : -0,91 %).

Le rendement des actifs est calculé comme étant le bénéfice ou la perte divisé(e) par l'actif total.

Note 23 – Informations relatives au personnel employé et à la direction

	Effectif moyen du personnel en 2023	Effectif moyen du personnel en 2022
Haute direction	7	6
Cadres	15	18
Employés	47	48
Total	69	72

Note 24 – Membres de l'administration, des organes de direction et de surveillance

Au 31 décembre 2023, aucun prêt ou avance ou engagement de retraite n'ont été accordés aux membres de l'administration ni des organes de gestion et de surveillance.

Le montant total de rémunération des organes de gestion et de surveillance atteignait 2 194 865 EUR (2022 : 2 015 537 EUR).

Note 25 – Honoraires du réviseur d'entreprises indépendant

Les honoraires facturés à la Banque par l'entreprise du Réviseur d'entreprises sont analysés de la manière suivante :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Solde en EUR	
Honoraires d'audit	168 790	157 265
Honoraires d'audit	36 782	34 270
Total	205 572	191 535

Les honoraires sont indiqués sur une base budgétaire hors TVA pour l'exercice financier.

Note 26 – (Ré)ajustements de valeur des prêts, avances et provisions pour passifs éventuels et engagements

Les ajustements de valeur comprennent à la fois des ajustements négatifs et positifs.

Note 27 – (Ré)ajustements de valeur en ce qui concerne les titres transférables détenus en tant qu'immobilisations financières, les intérêts participatifs et les actions dans des entreprises affiliées

Les ajustements de valeur comprennent à la fois des ajustements négatifs et positifs.

Note 28 – Système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

La loi liée aux mesures de résolution, réorganisation et liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement et relatives aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (« la Loi »), transposant dans la législation luxembourgeoise la Directive 2014/59/UE qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la Directive 2014/49/UE liée aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, a été adoptée le 18 décembre 2015.

Par conséquent, l'ancien système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, en place par le biais de l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL), a été remplacé par un nouveau système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs fondé sur les cotisations. Le nouveau système couvre les dépôts éligibles de chaque déposant, à concurrence d'un montant de 100 000 EUR, et les investissements, à concurrence d'un montant de 20 000 EUR. La Loi prévoit également que les dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif spécifique, social ou autre, sont couverts pour un montant supérieur à 100 000 EUR pour une période de 12 mois.

Le montant financé du « Fonds de résolution Luxembourg » (FRL) doit atteindre au moins 1 % des dépôts couverts d'ici la fin 2024, comme défini à l'Article 1 Numéro 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les États membres participants. Ce montant sera recouvré auprès des établissements de crédit par le biais de cotisations annuelles d'ici la fin 2024.

Le niveau de financement visé du « Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg » (FGDL) est fixé à 0,8 % des dépôts couverts, tels que définis à l'Article 163 Numéro 8 de la Loi, des établissements de crédit concernés, et doit être atteint d'ici la fin de 2018 par le biais de cotisations annuelles. Les cotisations doivent être effectuées sous la forme de paiements annuels au cours des années 2016 à 2018.

Lorsque le niveau de 0,8 % est atteint, les établissements de crédit luxembourgeois doivent continuer à contribuer pendant 8 années supplémentaires afin de constituer un coussin de sûreté supplémentaire de 0,8 % des dépôts couverts tels que définis à l'Article 163 Numéro 8 de la Loi.

La loi du 23 décembre 2016 sur la réforme fiscale 2017 a introduit un renversement fiscalement neutre des dispositions existantes de l'AGDL par tranches annuelles successives de 2016 à 2026, sous réserve que chaque tranche annuelle soit au moins égale aux contributions au FGDL et au FRL pour l'exercice fiscal en question. Tout solde de la provision AGDL non encore repris à la fin de cette période transitoire devra être repris et ajouté au revenu imposable de l'année 2026.

Le 18 janvier 2017, la CSSF a publié une lettre circulaire relative à l'abrogation de l'AGDL et au traitement comptable de la contrepassation de l'AGDL qui en découle, afin de permettre aux banques de suivre d'un point de vue comptable le traitement fiscal prévu dans la loi du 23 décembre 2016.

Au 31 décembre 2023, le montant total des contributions versées aux fonds de résolution et aux systèmes de garantie des dépôts s'élève à 3 193 EUR (2022 : 22 288 EUR). Aucune provision n'a été constituée au titre de la garantie des dépôts ou du système d'indemnisation des investisseurs.

Au 31 décembre 2023, la Banque dispose des dépôts d'épargne d'une personne morale. Les dépôts éligibles et les dépôts couverts sont les suivants :

	Montants totaux en EUR	
	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Dépôts éligibles	50 000 000	100 000 000
Dépôts couverts	100 000	200 000

Note 29 – Engagements non inclus dans le bilan ou hors bilan

Au 31 décembre 2023, la Banque a des engagements en ce qui concerne les paiements de loyer futurs pour les locaux de bureaux soumis à des contrats de location s'élevant à 6,2 millions EUR (2022 : 7,8 EUR millions). Les contrats de location devraient expirer le 31 mars 2029 pour les locaux de bureaux au Luxembourg, le 30 juin 2025 pour ceux de la Succursale de Paris, et le 31 mai 2028 pour ceux de la Succursale de Rome.

La Banque facture des paiements de loyer à Bank of Communications Co. Ltd., Succursale de Luxembourg conformément à la méthode d'imputation des coûts définie dans l'accord de niveau de TP (voir Note 21).

Note 30 – Réforme fiscale internationale : Règles types du pilier 2

La législation du pilier 2 a été adoptée ou quasi adoptée dans certaines juridictions où le groupe intervient. Le Groupe se situe dans le champ d'application de la législation adoptée ou quasi adoptée. Cependant, la législation a été adoptée à une date proche de celle du rapport. Ainsi, le Groupe est toujours en phase d'évaluation de l'exposition potentielle aux impôts sur le revenu du pilier 2 au 31 décembre 2023. L'exposition potentielle, le cas échéant, à l'impôt sur le revenu du pilier 2 n'est actuellement pas connue, ni estimable de manière raisonnable. Le Groupe prévoit de pouvoir rendre compte de l'exposition potentielle dans ses prochains états financiers pour la clôture de l'exercice, le 31 décembre 2024.

Les règles sur l'impôt minimum mondial (« impôt minimum mondial ») ont été introduites au sein de l'Union européenne par la directive 2523/ 2022 du Conseil de l'UE publiée le 22 décembre 2022 au Journal officiel de l'UE. Ces provisions s'appliqueront à partir de la période fiscale de 2024, après la mise en œuvre concordante parmi les législations internes à l'UE. Pour ce qui est de la juridiction du Luxembourg, les provisions de la directive 2523/ 2022 du Conseil de l'UE ont été mises en œuvre par le biais de son adoption par le Parlement au Luxembourg le 20 décembre 2023.

Les provisions de l'impôt minimum mondial s'appliquent aux entités membres du Groupe, dans la mesure où ce dernier a franchi le seuil de 750 millions d'euros de revenu annuel, pendant au moins deux des quatre exercices fiscaux avant l'exercice de 2024. Plus concrètement, cela implique de vérifier impérativement que l'impôt minimum effectif calculé pour chaque juridiction dans laquelle le Groupe intervient n'est pas inférieur au seuil de 15 %.

Compte tenu du niveau d'innovation et de la complexité relative au calcul du niveau d'imposition effectif, les provisions de l'impôt minimum mondial permettent l'utilisation d'une « sphère de sécurité » transitoire pour les premiers exercices fiscaux d'application des provisions (période ne pouvant pas prendre fin après le 30 juin 2028, dans tous les cas).

Cette sphère de sécurité transitoire s'applique seulement aux juridictions qui remplissent au moins l'un des trois critères définis par les provisions de l'OCDE. Elle permet de réduire les obligations de conformité et de porter l'impôt supplémentaire à zéro pour l'année, ainsi que la juridiction en question.

En raison des informations disponibles ou estimées de manière raisonnable au 31 décembre 2023 et des incertitudes d'interprétation qui persistent, l'exposition du Groupe à l'impôt minimum mondial doit être considérée comme « vaine », compte tenu des sphères de sécurité transitoires. Par ailleurs, à la fin de l'exercice financier de 2023, les dispositions de la loi n'étaient pas appliquées dans certains pays dans lesquels le Groupe

intervient. Le Groupe devrait disposer de l'exonération temporaire obligatoire avec une exception à la comptabilisation de l'impôt différé.

La direction de la Banque admet que, sur la base de la dernière déclaration de revenus, le siège du Luxembourg dispose de 23 033 077 EUR de pertes fiscales reportées au 31 décembre 2022 (taux d'imposition : 24,94 %) et estime à environ 4 309 470 EUR le revenu imposable avant l'utilisation des pertes fiscales reportées pour l'exercice financier de 2023. Les pertes générées avant le 1^{er} janvier 2017 peuvent être reportées jusqu'à nouvel ordre. Quant à la partie des pertes mentionnées ci-dessus qui ont été générées à compter de l'exercice fiscal de 2017 (environ 15 831 048 EUR), ce montant peut être reporté sur les 17 années suivant l'exercice fiscal pendant lequel les pertes fiscales ont été entraînées.

Note 31 – Événements ultérieurs

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'a été identifié par la Banque.